

COLLOQUE SUR L'ENSEIGNEMENT DES QUESTIONS SOCIALEMENT VIVES EN HISTOIRE ET GEOGRAPHIE ORGANISE PAR LE SNES ET LE CVUH

Vendredi 14 et samedi 15 mars à Paris

L'enseignement de l'histoire n'est décidément pas celui de temps définitivement révolus : l'actualité s'invite régulièrement dans les cours, et parfois à l'initiative des hommes politiques. Enseignement du fait religieux, destruction des juifs en Europe, esclavage, colonisation et décolonisation, immigration, mémoires de la Résistance*, autant de sujets vifs qui suscitent des controverses dans l'espace public, mais que les programmes scolaires tiennent parfois à distance. (Or, les programmes du collège seront très prochainement soumis à consultation.)

L'enseignant, lui, doit bien s'en débrouiller : comment faire face à la double difficulté de traiter des questions qui font l'objet d'intérêt et de réactions particulières des élèves, et également d'instrumentalisation par le pouvoir ou des mouvements d'opinion ?

Dans ce contexte d'injonctions politiques fortes vis-à-vis d'une discipline censée participer de la construction d'une « identité nationale et européenne », une réflexion de la profession sur l'enseignement de ces questions vives nous paraît essentielle. Ce colloque est organisé en partenariat entre le SNES et le CVUH. Le Comité de Vigilance face aux Usages publics de l'Histoire est une association d'historiens qui s'est élevée en particulier contre la loi du 23 février 2005 sur le « rôle positif de la colonisation » (<http://cvuh.free.fr>)

La journée du vendredi 14 mars sera consacrée aux problèmes posés par l'enseignement des questions vives. Après une présentation des enjeux didactiques par Nicole Tutiaux Guillon, la réflexion portera plus précisément sur l'enseignement de la Shoah (Charles Heimberg) et de l'immigration (Benoit Falaize), sur le recours à des témoins de la Résistance dans les classes (Laurent Douzou). L'après midi, après une conférence de Pascal Clerc sur le conflit israélo-palestinien, des ateliers permettront d'aborder concrètement des exemples de pratiques enseignantes autour de ces questions (ateliers animés notamment par le CRAP-Cahiers pédagogiques, le GFEN).

La journée du samedi 15 mars se propose d'interroger les articulations entre les usages publics de l'histoire, la recherche universitaire et l'histoire scolaire : l'histoire coloniale (Françoise Lantheaume, Laurence de Cock), l'histoire de l'Afrique (Catherine Vidrovitch), l'histoire de l'immigration et de l'identité nationale (Gérard Noirielle), l'histoire de la République (Olivier Le Troquer et Sylvie Aprile). Après une conférence de Monsieur Armant Frémont, ancien recteur et ancien président du groupe d'experts chargé de l'écriture des programmes de lycée, les ateliers de l'après-midi permettront de réfléchir sur les évolutions souhaitables des programmes pour mieux prendre en compte ces questions sensibles. Alain Legardez se chargera des conclusions du colloque.

Retrouvez le détail du programme et les références bibliographiques sur : <http://www.snes.edu/observ/spip/spip.php?rubrique427>.